

LA RUSSIE VIENT DE DÉCLARER LA GUERRE A LA ROUMANIE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.632. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON. »

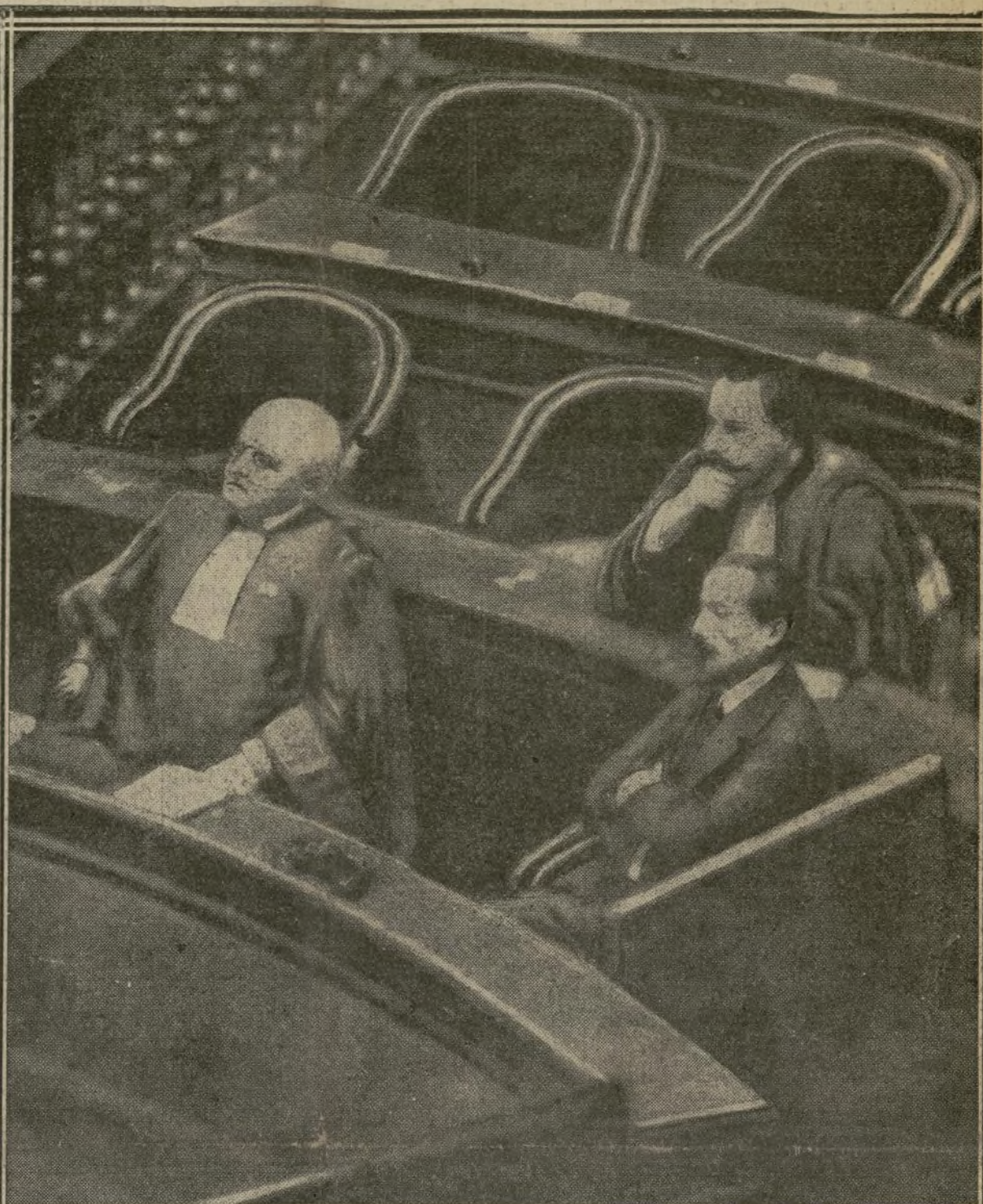
Mardi
29
JANVIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 0275 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

LA COUR DE JUSTICE SE DÉCLARE COMPÉTENTE POUR JUGER M. MALVY



M. MALVY ARRIVE, A UNE HEURE ET DEMIE, AU PALAIS DU LUXEMBOURG



M. MALVY, AYANT A DROITE M^e BOURDILLON, EST DEVANT M^e GUILLAIN



M. HARDY, CHEF DU SECRETARIAT DE LA PRÉSIDENTIE DU SÉNAT, LIT LA RÉOLUTION VOTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Hier, à deux heures cinq minutes exactement, le président de la Cour de Justice, M. Antonin Dubost, entra en séance. A sa droite prenaient place MM. Cénac, avocat général, Mérillon, procureur général, et Lombard, avocat général, en robe rouge, tandis que s'asseyaient à sa gauche MM. Bonet-Maury, greffier en chef, et Hardy, faisant

fonctions de commis greffier. M. Malvy, qu'assistait son avocat, M^e Bourdillon, accompagné de M^e Guillaud, prenait place au banc des commissions. M. Antonin Dubost procéda à l'interrogatoire d'identité de M. Malvy. Le commis greffier lut la résolution de la Chambre. Puis, le procureur général prononça son réquisitoire qui conclut à la compétence.

LA COUR DE JUSTICE SE DÉCLARE COMPÉTENTE POUR STATUER SUR LE CAS DE M. MALVY

Elle ordonne un complément d'information que demandaient, à la fois, le ministère public et la défense.

La deuxième audience de la cour de justice a abouti, hier, aux décisions que nous faisons prévoir. S'étant déclarée compétente pour connaître des faits reprochés à M. Malvy, ancien ministre de l'Intérieur, la Haute Cour a ordonné le supplément d'information que sollicitaient à la fois le ministère public et la défense.

L'INTERROGATOIRE D'IDENTITÉ

Dans le silence, M. Antonin Dubost prononce d'une voix forte :
— Accusé, levez-vous !
M. Malvy se lève et répond d'une voix un peu sourde à l'interrogatoire d'identité. On perçoit qu'il déclare exercer la profession de député et être né à Figeac, le 1^{er} décembre 1875.

M. Antonin Dubost lui dit :
— Vous êtes accusé de crime contre la défense nationale !

Puis il l'invite à être attentif à ce qu'il va entendre. Le greffier donne alors lecture de la résolution votée par la Chambre le 28 novembre 1917, relevant contre M. Malvy, sous la réserve de ses protestations, prévention :

1^o D'avoir, de 1914 à 1917, sur le territoire de la République et dans l'exercice de ses fonctions de ministre de l'Intérieur, renseigné l'ennemi sur tous nos projets militaires ou diplomatiques, et spécialement sur le projet d'attaque du Chemin-des-Dames ;

2^o D'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu et dans l'exercice de ses fonctions de ministre de l'Intérieur, favorisé l'ennemi en provoquant ou excitant les mutineries militaires.

LE RÉQUISITOIRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Après avoir déclaré l'accusation recevable, le réquisitoire dit que la compétence de la Cour de Justice est certaine si l'inculpation relève un crime prévu par la loi pénale et si ce crime a été commis par le ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Or, dit-il, l'accusation est formelle ; elle relève pour en faire la base de la prévention, dans la lettre de M. Daudet, des actes rentrant dans la catégorie des crimes prévus et punis par les articles 77 à 81 du Code pénal, tels que intelligences avec l'ennemi, manœuvres facilitant son action, communication de documents détenus ou connus par le fonctionnaire en raison de ses fonctions.

Mais, poursuit-il, il résulte aussi de l'exposé de l'affaire en son état actuel que l'accusation, d'ailleurs précise et formelle, n'est pas judiciairement établie, et que la Chambre des députés vous l'a transmise en la forme sans vouloir engager sa responsabilité au fond par une instruction préalable.

Dans ces conditions, devez-vous, dès à présent, la considérer comme sans fondement, et l'écarter par un arrêt de non-culpabilité ? Nous ne le pensons pas.

La loi du 5 janvier 1918 a prévu la difficulté dans son article 4. Ce texte, qui vise le cas où l'instruction vous paraît incomplète et dans lequel rentre à fortiori celui où aucune instruction n'a été faite, vous autorise à ordonner un supplément d'information sur les faits relevés par l'accusation. Nous estimons que, dans l'espèce qui vous est soumise, ce supplément d'information est nécessaire à la tâche qui vous incombe de rechercher la vérité et de rendre, dans la souveraineté de votre conscience, un arrêt de justice devant lequel devront s'incliner tous les bons citoyens désireux de voir régner en face

Qu'avoir renseigné l'ennemi sur nos projets militaires et diplomatiques constituerait la révélation criminelle de secrets d'Etat dont le ministre n'aurait eu connaissance qu'à raison de ses fonctions, et que le second fait « provocation à des mutineries militaires » n'était réalisable qu'à l'aide d'agents dont le ministre n'aurait eu la disposition qu'à raison de la qualité dont il se trouvait investi ;

Qu'à supposer que d'autres faits fussent révélés au cours de l'instruction complémentaire réclamée par M. le procureur général, ils conserveraient évidemment le même caractère ou se trouveraient par leur connexité relever de la même juridiction ;

Attendu que la Cour de Justice ne s'arrêtera pas à une objection qui pourrait se formuler sous les apparences d'une exception d'irrecevabilité et qui consisterait à prétendre que la Chambre, cédant aux instances de M. Malvy, n'a saisi le Sénat que pour permettre à l'ancien ministre de se disculper, alors qu'il n'était l'objet d'aucune poursuite ;

Que la Chambre a estimé que les poursuites apparaissent comme une nécessité inéluctable pour calmer les inquiétudes légitimes du pays tout entier ;

Qu'il ne s'agit donc point d'une consultation sollicitée de la Cour de Justice, dans l'intérêt d'un tiers, mais bien d'un arrêt impatiemment attendu qui doit fixer le sort d'un citoyen régulièrement inculqué ;

Par ces motifs :
Rejeter comme mal fondées les exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité qui pourraient être soulevées ;

Déclarer la Haute Cour de justice compétente ;

Et, attendu que l'instruction n'a pas été suffisamment complète, ordonner un supplément d'information.

C'est ensuite une communication qui provoque quelque surprise. M. Antonin Dubost annonce qu'un M. Rahiel, directeur du Vengeur, et un citoyen suisse, M. Rojas, demandent à se porter partie civile, comme ayant à se plaindre des actes de M. Malvy.

A 3 h. 27, l'accusé est reconduit ; les tribunes sont évacuées ; les membres du ministère public se retirent. La Cour de justice va délibérer en Chambre du conseil.

UN SUPPLÉMENT D'INFORMATION

L'audience publique est reprise à sept heures du soir. On apprend, entre temps, qu'en Chambre du Conseil la Cour de justice a repoussé par 179 voix contre 33 une motion d'irrecevabilité de M. de Las Cases, et par 193 voix contre 19 les conclusions d'incompétence soutenues par M. Jenuvier.

M. Antonin Dubost donne, en effet, lecture d'un arrêt qui conclut :

1^o A la compétence de la Cour de justice pour juger M. Malvy, ancien ministre de l'Intérieur ;

2^o A l'irrecevabilité des demandes de constitution de partie civile dont la Cour est saisie ;

3^o A l'ouverture d'une instruction complémentaire.

Il est sept heures dix quand cette deuxième audience est levée. La date de la prochaine n'a pu être fixée.

LEOPOLD BLOND.

LA RUSSIE DÉCLARE LA GUERRE A LA ROUMANIE

Le général Tcherbatchef, commandant l'armée russe en Roumanie, est mis hors la loi par les maximalistes.

Une proclamation du gouvernement maximaliste, rédigée en termes violents, annonce que la guerre existe entre la République russe et la monarchie roumaine. Le ministre de Roumanie à Petrograd et tous les agents de l'autorité roumaine seront expulsés et conduits à l'étranger par les voies les plus rapides.



LE GÉNÉRAL TCHERBATCHEF

La réserve d'or roumaine qui se trouve à Moscou sera saisie pour être remise « entre les mains du peuple roumain ». Enfin, le général Tcherbatchef, accusé d'avoir été complice de « l'oligarchie roumaine », est déclaré ennemi du peuple et mis hors la loi.

Il y a seulement une différence considérable entre la violence du langage maximaliste et les moyens dont le gouvernement de Petrograd dispose pour sévir contre la Roumanie, qui possède une armée forte et dont le moral est excellent.

En réalité, les maximalistes ont échoué en Bessarabie et c'est ce qui cause leur irritation contre les Roumains.

La Conférence interalliée s'ouvre aujourd'hui

Aujourd'hui s'ouvrira à Versailles la conférence interalliée, que présidera M. Clemenceau.

Du côté anglais, avec M. Lloyd George, prendront part aux délibérations lord Milner, membre du comité de guerre, et le général Wilson, représentant le Royaume-Uni au conseil supérieur interallié de guerre.

Du côté italien, M. Orlando sera assisté par le général Alferi, ministre de la Guerre. M. Clemenceau sera assisté du général Foch, chef d'état-major général, et du général Weygand, représentant l'armée française au conseil supérieur de guerre.

LE RATIONNEMENT DU PAIN A PROVOQUÉ HIER UN DÉBAT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La carte de 300 grammes n'est qu'une étape. La Chambre approuve les déclarations du ministre du Ravitaillement.

La nouvelle réglementation de la consommation du pain a donné lieu hier, à la Chambre, à un intéressant débat. Répondant, en effet, aux interpellations provoquées par ses récentes décisions, M. Victor Boret a fait un exposé très net et très loyal des raisons qui avaient dicté ces dernières et, en général, du problème du ravitaillement tel qu'il se pose à l'heure actuelle.

Pourquoi ai-je dû recourir au système actuel ? a dit M. Boret. Parce que nous avons eu à régler les modalités pratiques des accords arrêtés avec les Alliés, le 3 novembre et à nous mettre en présence des quantités sur lesquelles nous pouvions compter.

Le ministre fournit aussitôt des chiffres :

Des chiffres

— Les besoins de la France sont de 78 millions de quintaux, dit-il.

Le gouvernement précédent posant sur la table, dans les conférences interalliées, le chiffre des besoins et des disponibilités, on envisagea la nécessité des restrictions et on tomba d'accord sur un abaissement de 1 million de tonnes pour la France.

Notre consommation représentait 6 millions 800.000 tonnes, nous avons récolté 3 millions 100.000 tonnes ; il restait à importer 3 millions 700.000 tonnes. Bref, un accord assura à la France une importation de 3 millions 800.000 tonnes.

Or, en octobre, novembre et décembre, nous n'avons pu importer que 694.000 tonnes, alors que nous aurions dû recevoir 1 million 566.000 tonnes. Pour janvier et février, les prévisions ne permettent pas d'espérer une importation de 420.000 tonnes, alors qu'aux termes des conventions nous devrions recevoir 742.000 tonnes, soit un écart de 322.000 tonnes.

Donc, au 1^{er} mars, il resterait à importer 2.685.000 tonnes pour les six derniers mois, soit 447.000 tonnes par mois. Pouvons-nous l'espérer, alors que nous n'avons pas réussi jusqu'ici à assurer une importation moindre ?

Cet argument produisit sur la Chambre une certaine impression.

Alors, poursuivit le ministre, il faut, si l'on donne à chacun tout ce qu'il demande, ou bien prendre sur le contingent indigène plus que nous ne devons prendre pour réserver l'avenir, ou bien se borner à compter sur l'amélioration des importations. A cette dernière hypothèse, je ne peux me rallier.

Très applaudi, M. Boret proclama la nécessité d'une politique d'économie. Il indiqua, d'ailleurs, quelle était la consommation du pain dans les pays d'Europe :

En Allemagne, 200 grammes par jour ; En Autriche-Hongrie, pas même 200 grammes ;

En Suisse, 200 grammes ;

En Danemark, 300 grammes ;

En Pays-Bas, 250 grammes ;

En Norvège, 280 grammes ;

En Suède, 295 grammes ;

En Italie, 250 grammes ;

— La conclusion à tirer de ces chiffres, dit le ministre, c'est que, pour obtenir des États-Unis et des autres pays des marchandises et du tonnage, il faut que la France puisse démontrer que toutes habitudes gardées, elle a fait un sacrifice.

Paris et les grandes villes ont été rationnées d'abord pour ne pas que le cultivateur qui produit le blé puisse croire qu'il est dépourvu à leur bénéfice.

Mesure provisoire

La carte de pain à 300 grammes n'est d'ailleurs qu'une étape provisoire. Elle permettra d'abord le recensement. On l'a établie avec rapidité parce que, si l'on avait attendu, davantage, le public se serait rué dans les boulangeries et on n'aurait pu, pendant plus de six jours, lui fournir le pain qu'il eût demandé sans en avoir besoin !

M. Boret convint que l'uniformité des 300 grammes constituait une injustice :

— Je n'accorderai pas un supplément à tous ceux qui le demanderont, dit-il. Je chercherai avec les municipalités le moyen de donner un supplément équitable à ceux qui en auront réellement besoin. En compensation, d'ailleurs, j'ai pris des précautions. Le pain étant rare, j'ai constitué des stocks de pommes de terre, de haricots, de légumes secs, que les municipalités auront à répartir, sans passer par l'intermédiaire des commerçants.

Chaleureusement applaudi, M. Victor Boret termina par un appel à la sagesse des populations.

MM. Lucien Voilin, Ernest Lafont, Aristide Jobert, Pacaud, Moutet, Cazassus, Charles Bernard Peyroux, Ravisa, Paisant et de Baudry-d'Asson avaient pris la parole avant le ministre du Ravitaillement.

Après lui, M. Marcel Cachin signala à la Chambre la découverte d'un stock de denrées, représentant deux millions de francs, qu'il avait faite dans son quartier. Il demanda des sanctions contre les spéculateurs.

— Le Parquet est saisi, répondit M. Boret. Un juge d'instruction examine ces faits. Les causes du renchérissement de la vie sont, en effet, les agissements de néo-commerçants qui spéculent sur les maux publics. Il importe que la crise de quantité ne s'aggrave pas d'une crise de prix !

Le débat fut clos par le vote, à mains levées, d'un ordre du jour de MM. Theveny et Peyroux, faisant confiance au gouvernement pour prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre la question du ravitaillement du pays. La Chambre avait écarté, par 385 voix contre 92, la priorité demandée pour un ordre du jour de M. Voilin.

En fin de séance, la Chambre termina également par le vote d'un ordre du jour de confiance la discussion de deux interpellations de M. Cazassus sur le régime des céréales et des farines, et de M. Barthe sur les semences.

Séance aujourd'hui.

On a cherché, hier, à accaparer le pain

De nombreux procès-verbaux ont été dressés

« Plus de pain » ; « Pas de pain avant cinq heures ». Tels étaient les libellés d'écriteaux colles, dès hier matin huit heures, sur les vitres d'un grand nombre de boulangeries parisiennes.

Aussi les commentaires allaient-ils leur train, pendant que les ménages se attardaient couramment de boutique en boutique, afin de se procurer le pain nécessaire au repas de midi.

Que se passait-il donc ? La farine manquait-elle ? La carte de pain serait-elle un signe de disette ?

Notre enquête nous a fait découvrir dans



A PARTIR DE 8 HEURES DU MATIN, HIER, VOICI CE QU'ON POUVAIT LIRE DANS LES BOULANGERIES

la population parisienne un état d'esprit auquel, depuis le début de la guerre, elle ne nous avait pas habitués. Jusqu'à ce jour il avait été question de recueillir d'absinthe, d'accapareurs de cigares, cigarettes et même d'allumettes. Jamais nous n'aurions imaginé qu'il viendrait à l'idée de quiconque de faire d'abondantes provisions de pain !

Depuis cinq ou six jours la consommation du pain à Paris a doublé, et cependant la population, elle, n'a pas augmenté... Craignant de ne plus avoir à partir d'aujourd'hui leur ration quotidienne, certains égoïstes n'ont pas hésité à faire la rafle de tout le pain qu'ils ont pu trouver afin d'assurer leur lendemain. Ils ont coupé le « boulot » en tranches, l'ont fait griller, et maintenant ils voient venir les jours de restriction avec un esprit serein. Un boulanger du Faubourg Saint-Denis nous affirma que, depuis plusieurs jours, il était obligé d'effectuer jusqu'à dix-huit fournées. Hier matin, avant huit heures, onze fournées, soit environ treize cent kilos de pain, avaient été vendues par ce seul détaillant.

De pareils exemples abondent. N'est-ce pas là une preuve indéniable de l'abondance de la farine ?

La préfecture de police s'est justement émue de ces manœuvres coupables. Des procès-verbaux ont été dressés contre les acheteurs et leurs fournisseurs ; les uns et les autres seront poursuivis pour accaparement. — E. CH.

DU 4 AOÛT 1914 AU 24 JANVIER 1918

LES EXIGENCES ALLEMANDES ONT SINGULIÈREMENT DIMINUÉ

Nous enregistrons, ici, la courbe des phrases les plus typiques prononcées par les trois chanceliers successifs et par le kaiser lui-même, depuis le début de la guerre jusqu'à aujourd'hui.

M. de Bethmann-Hollweg, Reichstag, 4 août 1914 :

« Nécessité ne connaît pas de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg et peut-être déjà la Belgique. Cela est contraire au droit des gens... Mais, lorsqu'on est menacé comme nous le sommes et lorsqu'on combat pour le bien suprême, on s'en tire comme on peut. »

Le comte Bernstorff, Washington, 13 octobre 1914 :

Les dix conditions du kaiser pour la paix :
1^o Toutes les colonies françaises sans exception, même le Maroc complet et l'Algérie et aussi la Tunisie ;
2^o Tout le pays compris depuis Saint-Valéry en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France : plus de quinze millions d'habitants ;
3^o Une indemnité de 10 milliards ;
4^o Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer en France sans payer aucun droit pendant vingt-cinq ans, sans réciprocité, après quoi la continuation du traité de Francfort ;
5^o Promesse de la suppression en France du recrutement pendant vingt-cinq ans ;
6^o Démolition de toutes les fortresses françaises ;
7^o Remise par la France de trois millions de fusils, de trois mille canons et de quarante mille chevaux ;
8^o Droits de patente et brevets allemands sans réciprocité pendant vingt-cinq ans ;
9^o Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre ;
10^o Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne. »

Proclamation du kaiser, Breslau, 13 novembre 1914 :

« Il faut tenir tête aux Russes jusqu'à ce que les forces allemandes opérant en Belgique et dans le nord de la France aient accompli leur tâche et occupé Calais et Boulogne. »

M. de Bethmann, Reichstag, 8 décembre 1915 :

« Nos ennemis ayant l'illusion que nous voulons la paix, nous augmenterions cette illusion en leur faisant des propositions. »

M. de Bethmann, Reichstag, 4 avril 1916 :

« Aux conditions de paix de nos adversaires, qui escomptent la destruction de notre puissance militaire,

il ne nous reste qu'une réponse : c'est notre épée qui la donnera. »

M. de Bethmann, Reichstag, 4 juin 1916 :

« Les événements ont transformé la carte de guerre. L'ennemi ne veut pas reconnaître les faits. C'est pourquoi nous devons, nous voulons et nous saurons continuer la lutte jusqu'à la victoire définitive. »

Guillaume II à ses armées, 2 août 1916 :

« Nous mènerons cette lutte à une fin qui garantisse notre empire contre des assauts futurs et nous assure un champ libre pour le développement du génie et du travail allemands. »

M. de Bethmann, Reichstag, 14 mai 1917 :

« Serait-il sage de renoncer à toute annexion ? Et n'aurions-nous pas le droit, en conséquence de la poursuite de la guerre par nos ennemis, de leur prendre des territoires ? »

M. Michaëlis, Reichstag, 18 juillet 1917 :

« Si nous faisons la paix, nous devons en première ligne obtenir que les frontières de l'empire soient garanties à jamais. »

M. Michaëlis, Reichstag, 3 août 1917 :

« Nous voulons doter notre pays d'une paix sage et vraiment forte, afin que l'Allemagne puisse être assurée en tout temps d'une base sûre, où développer son progrès salutaire. »

Le comte Hertling, Reichstag, 24 janvier 1918 :

« L'idée d'une Société des Nations recueille nos sympathies. Nous avons écouté les discours de MM. Lloyd George et Wilson. Tous deux contiennent certains principes que nous pouvons accepter comme base d'une paix mondiale générale. »



L'AVOCAT GÉNÉRAL CÉNAC ARRIVANT AU PALAIS DU LUXEMBOURG AVEC SA FAMILLE POUR LA COUR DE JUSTICE

de l'ennemi l'union et la concorde de tous les Français.

Nous requérons

Qu'il plaise à la Cour de justice d'ordonner qu'il sera procédé sur les faits ci-dessus visés à un supplément d'information par la commission établie par l'article 7 de la loi du 10 avril 1889 et constituée en commission d'information ;

La parole est ensuite donnée à M. Bourdillon, qui déclare :

— Je ne peux que donner mon adhésion complète et sans réserve au réquisitoire de M. le procureur général, lequel conclut à un renvoi à la commission d'information pour un supplément d'information.

LES CONCLUSIONS DE LA DÉFENSE

Le défenseur donne en effet la lecture des conclusions qu'il avait préparées et dont voici le texte :

Plaise à la Cour de Justice d'ordonner que la loi constitutionnelle emploie l'expression crime, d'une portée générale, sans faire aucune distinction entre les crimes de droit commun et les crimes d'ordre politique ;

Qu'elle exige seulement que le crime ait été commis par le ministre dans l'exercice de ses fonctions ;

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE

Rue de Rivoli, 53, PARIS PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

— Savez-vous que dans un boyau de cheminement, sur la rive droite de l'Yser, à six mètres derrière l'une des quatre pièces de la 9^e batterie en activité, dans une petite anfruosité de sable, on a trouvé...

— Le plan d'un coup d'Etat? Je l'aurais parié!

— Et vous auriez perdu. La trouvaille d'ailleurs remonte à mai dernier. On a trouvé un nid de très petits oiseaux, des traquets, qui ont nourri et élevé leurs petits à travers la foudre quotidienne. Il y avait aussi, dans la même région, un nid de pie, dans un orme isolé qui servait de point de mire à plusieurs batteries. Au Mort-Homme, une caille était, si indifférente au bombardement, qu'elle ne cessa de chanter sur le parapet des tranchées, au pied duquel elle fit son nid, dans un petit pli de prairie.

J'apprends cela par des soldats, des officiers, qui l'ont vu, qui le rapportent au comte Tristan, au professeur Perrier, à leurs amis particuliers. Un sergent-major du front décrit, avec une minutie amoureuse, les gestes d'un broche-queue, chassant des insectes autour de la tranchée. Au reste, lisez le bulletin que publie la Ligue pour la protection des oiseaux; apprenez-y l'histoire du couple d'étroneux qui apportaient la becquée au nid piaillant, accroché à un pan de ruine encore fumante; imaginez, près de la Meuse, au soir tombant, à l'heure où se turent les canons, les mitrailleuses et les grenades, imaginez la voix d'un rossignol qui chanta, ému seulement par l'approche de la nuit et de l'amour... Connaissez l'aventure des hirondelles de Fleury, qui gazouillaient en toute confiance parmi nos soldats, à la tonnante minute de l'assaut...

Lisez, souriez, soyez attendris. Il vous arrivera de murmurer : « C'est admirable... » Oui. C'est admirable... que des regards d'hommes aient vu, enregistré ces choses, en aient acquis, à l'égard de l'animal minuscule, une considération qui durera. Ils n'étaient donc pas, ces yeux, aveuglés par le feu, ni opprimés par l'approche de l'ombre ou tant de jeunes corps demeurés glacés? Car il ne s'agit point de fiches accumulées par une froide et professionnelle attention. L'étonnement, la délicatesse, la poésie qui paraissent dans ces notes les rénovent. Elles sont cueillies par des yeux nouveaux, ouverts depuis la guerre et par la guerre, ébahis devant le grillon des chaumes, éblouis par l'alouette, la rosée, l'aube; — des yeux dessillés, conquis enfin, par la contemplation de la mort, à la gratitude, au respect de toute vie. Regardez donc l'horizon est un talus gauffré de balles, un mur de boue, un auvent de branches, une étroite voie de ciel labourée d'astres meurtriers, quelle lumière paisible pourtant vous versez sur le nid, la fleur, l'insecte ignorés...

Un officier, que nous pressions de peindre sa tranchée, ses assauts, son existence de combattant, revenait fréquemment au même détail : — Il y a un petit chat dans notre abri, un petit chat noir que nous avons recueilli... Vous n'avez pas idée... — Si, si, nous avons idée... Mais ce n'est pas ce chat qui nous intéresse. — Vraiment? s'étonnait l'officier. Moi, si. Je ne savais pas que ce pouvait être un petit chat.

Je me souviens d'un jour d'été, avant la guerre, où je rencontrais à la campagne un de ces hommes, rares en tous pays, qui méritent entièrement le nom, — si décrié aujourd'hui, — de « personnage considérable ». J'avais capturé une grande libellule, malachite, turquoise, gaze et nacre, et je la lui montrais. L'homme éminent lui accorda un coup d'œil, et le mot prévint : « Comme c'est joli ! »

Puis il devint attentif, désigna un point de la bête : les yeux, les yeux énormes, ces deux globes irisés, insondables, ces joyaux où jouent, avec les reflets de l'eau et de l'azur, toutes les couleurs de l'univers : — Quel est ce chat ? — Cela? mais ce sont ses yeux.

Il se penchait, regardait passionné : — Ses yeux? vous êtes sûr? Voulez-vous dire que toutes les libellules possèdent des yeux pareils? Il me semble que je l'aurais vu, voyons... Ses yeux...

Il avait pris la bête, la touchait d'une main légère, et quand il me la rendit, en murmurant pour lui-même : « Voilà... de telles choses existent, et on les ignore... Il faut parler, il faut faire connaître ces yeux... » l'ardeur, l'émerveillement de la découverte parurent, sur son visage, si neufs et si doux, et si communicatifs, que j'eus bien l'impression que c'était lui qui venait d'inventer, pour les légers au monde, les yeux de la libellule.

COLETTE.

Une ville australienne détruite par un cyclone

LONDRES, 28 janvier. — On mande de Brisbane :

« La ville de Mackay, dans le Queensland septentrional, a été complètement engloutie à la suite d'un cyclone. Depuis quelque temps, toutes les communications étaient coupées avec cette ville. On rapporte que le nombre des victimes est très élevé. »

[Mackay est un port situé sur la rivière Pioneer, à 800 kilomètres au nord-ouest de Brisbane, avec une population de 4.600 habitants.]

ON DEMANDE deux conducteurs de camions automobiles s'adresser à la Papeterie de la Seine, avenue de la République, à Nanterre.

LES DISCOURS DU 24 JANVIER

CURIEUSE INTERPRÉTATION D'UN JOURNAL VIENNOIS

La « Neue Freie Presse » estime qu'on s'efforce de nouer les fils d'une nouvelle conversation.

BERNE, 28 janvier. — La Neue Freie Presse du 25 mai écrit :

« La journée du 24 n'aura pas été sans fruit pour la paix. Wilson demandait qu'une réponse fût faite à ses propositions. On vint, à Vienne et à Berlin, de lui donner satisfaction. »

« Czernin a soulevé le rocher qui obstruait la route de la paix en proclamant que nous n'avons aucune espèce de visée sur la Pologne. »

« Hertling a assuré que l'Allemagne ne voulait pas annexer la Belgique par la violence. Que Wilson et l'entente reconnaissent le principe de l'intégrité des territoires de la Quadruple alliance, et la guerre se terminera bientôt. Sans doute le chancelier allemand n'a pas offert la paix, mais il s'est déclaré prêt à examiner toutes les propositions qui lui seraient adressées. Czernin, d'autre part, a repoussé l'idée d'abandonner à l'Italie la moindre parcelle du territoire autrichien. Il a rappelé que, à Serbie, la Roumanie et l'Italie devaient supporter les conséquences d'une guerre qui se prolongerait encore; mais le ton employé à Vienne et à Berlin est tout nouveau. On y reconnaît un accent de conciliation, et il prouve que l'on est disposé dans les deux capitales à signer une paix la plus vite possible. »

Dans son numéro du 25 janvier soir, la Neue Freie Presse revient sur le même sujet et attache une importance particulière aux passages des discours de Czernin et de Hertling où ils ont répondu à Lloyd-George et à Wilson. Elle met en particulier en relief la phrase où Hertling a invité les hommes d'Etat de l'Entente à soumettre à une « révision » leurs programmes de paix. Aussi bien à Berlin qu'à Vienne on s'efforce de nouer les fils d'une conversation nouvelle.

Les troubles de Prague

BERNE, 28 janvier. — D'après les Dernières Nouvelles de Zurich, il se confirme que des troubles graves, qui dans leur aspect général ont revêtu le caractère d'une véritable révolution, se sont produits à Prague.

Attaques pangermanistes contre le kaiser

LONDRES, 28 janvier. — La Deutsche Tagesschau adresse ouvertement un appel au peuple allemand, l'incitant à se révolter contre le régime actuel.

« Nous aussi, écrit cet organe pangermaniste, nous avons un Judas parmi nous. Il porte le manteau de cour rouge du bourreau de l'Allemagne. Qui libérera l'Allemagne de ce traître, si ce n'est le peuple allemand lui-même. C'est à vous maintenant, Allemands, d'agir et Dieu vous aidera ! »

Bien que le kaiser ne soit pas nommé dans cet article, l'expression « bourreau de l'Allemagne » s'adresse bien à Guillaume II. (Daily Mail.)

L'agitation à Berlin

BALE, 28 janvier. — Une grande grève devait se produire aujourd'hui à Berlin et si l'on en croit les dépêches officielles allemandes, elle aurait échoué.

Dans quelques industries seulement, les ouvriers ont cessé le travail; la suspension complète du travail ne semble avoir lieu nulle part. (Havas.)

M. JONNART gouverneur de l'Algérie

An conseil des ministres qui se tiendra ce matin à l'Élysée sera soumis à la signature du président de la République un décret nommant M. Jonnart gouverneur de l'Algérie, en remplacement de M. Lataud, mis en disponibilité.

En fait, cette nomination était décidée depuis plusieurs jours déjà, mais l'état de santé de M. Jonnart avait nécessité son ajournement.

Sous le ministère Ribot, M. Jonnart, haut commissaire des puissances alliées en Grèce, a joué un rôle considérable et donna la mesure de son esprit de décision, de son tact, de sa fermeté; il s'acquitta avec un plein succès d'une mission particulièrement délicate autant que difficile.

M. Jonnart appartient au Parlement depuis 1889; député, puis sénateur du Pas-de-Calais, il a occupé déjà le poste de gouverneur général de l'Algérie du 4 octobre 1900 au 1^{er} mars 1911.

Il fut ministre des Travaux Publics en 1893, dans le cabinet Casimir-Perier, et, en mars 1913, ministre des Affaires étrangères.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Nous avons réussi diverses incursions dans les lignes ennemies en Champagne et au nord de Saint-Mihiel et ramené des prisonniers.

Un coup de main sur nos petits postes de la région de La Fontenelle (nord-est de Saint-Dié) n'a pas donné de résultat. Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — En Champagne, nous avons réussi deux coups de main sur les tranchées allemandes.

Nos détachements ont pénétré jusqu'à la troisième ligne ennemie et ramené des prisonniers, dont un officier et une mitrailleuse.

Canonnade réciproque assez vive en Alsace dans la région de l'Hartmannswillerkopf.

Front britannique

13 HEURES. — A la suite d'un coup de main effectué hier soir par l'ennemi sur un de nos postes avancés au nord-est de Longemarck, trois de nos hommes ont disparu.

Une forte reconnaissance allemande a été repoussée cette nuit au sud-est de Verquieu par nos feux d'infanterie.

Activité de l'artillerie ennemie la nuit dernière, en différents points au sud-ouest de Cambrai, au nord de Lens et dans le secteur de Passchendaele.

UN PAQUEBOT BRITANNIQUE A ÉTÉ TORPILLÉ

Quarante passagers et deux cents hommes de l'équipage ont été sauvés.

LONDRES, 28 janvier. — Le transatlantique Andania, de la Compagnie Cunard, a été torpillé, ce matin, au large de la côte de l'Ulster, dans la mer d'Irlande.

Une première torpille manqua son but, mais la seconde atteignit le navire au milieu de la coque.

L'organisation du sauvetage commença aussitôt. Quarante passagers et deux cents hommes d'équipage embarqués dans les canots croisièrent deux heures au large avant d'être sauvés par des bateaux patrouilleurs.

L'Andania, qui a son port d'attache à Liverpool, appartient à la flotte transatlantique de la Compagnie Cunard; lancé en 1913, il jauge 13.405 tonnes et mesure 160 mètres de long.

Le navire est encore à flot, et l'on espère le sauver. (Radio.)

Un autre vapeur torpillé

LONDRES, 28 janvier. — On annonce que le vapeur Cork de Dublin a été torpillé sans avertissement. Il y a eu douze personnes noyées.

D'autres passagers ont été débarqués dans un port de la côte ouest. (Havas.)

Le régime des restrictions aux Etats-Unis

NEW-YORK, 28 janvier. — M. Hoover, contrôleur national des vivres, vient de faire signer par le président Wilson une proclamation imposant de nouvelles et sévères restrictions à la population américaine.

Le tableau suivant indique exactement comment se présente chaque jour de la semaine pour un citoyen américain, au point de vue des restrictions :

Lundi : jour sans usines, sans magasins, sans combustible pour le commerce, sans bars, sans alcool, sans pain, sans blé.

Mardi : jour sans viande, sans théâtres, sans cinémas.

Mercredi : jour sans pain et sans blé.

Samedi : jour sans viande de porc.

Les autres jours sont normaux, cependant chaque jour de la semaine et le dimanche devront comprendre un repas sans viande et un repas sans farine et sans pain de blé.

Ces mesures sont applicables à partir d'aujourd'hui. (Information.)

L'élection à l'Académie du maréchal Joffre

Elle aura sans doute lieu le 14 février

La date de l'élection de M. le maréchal Joffre à l'Académie française, qu'Excelsior demandait hier matin, sera très probablement le jeudi 14 février prochain.

Nous avons rencontré hier, à l'Institut, M. Denys Cochin, qui était directeur de l'Académie lorsque le maréchal posa sa candidature : ainsi que plusieurs de ses confrères que nous avions interrogés sur ce point, il croit cette date vraisemblable.

L'Académie consacre, en effet, trois semaines à la préparation d'une élection. Elle décide d'abord la date de cette élection au cours d'une première séance — qui, en l'occurrence, serait celle d'après-demain jeudi 31 janvier — puis entend l'exposition des titres du candidat au cours de la séance suivante, et enfin procède, huit jours plus tard, à l'élection.

L'exposition des titres du maréchal, formalité qui donnera lieu sans doute à de belles pages d'éloquence sur la vie et l'œuvre du glorieux vainqueur de la Marne, serait donc faite le jeudi 7 février, et l'élection aura lieu le jeudi suivant, 14 février.

Les choses se passeront-elles ainsi? avons-nous demandé à l'ancien directeur de l'Académie.

— Je l'imagine, nous a répondu M. Denys Cochin.

Ajoutons que les visites de M. le maréchal Joffre sont faites, en ce sens que l'illustre candidat, à la prière de l'Académie elle-même, qui a voulu simplifier pour lui ces démarches, comme elle les avait simplifiées en 1914 pour le maréchal de Villars, vainqueur de Denain, a déposé sa carte chez chacun des membres de la Compagnie. Ce détail, que nous tenons d'un autre académicien, témoigne de la haute déférence de l'Académie pour le vainqueur de la Marne, déférence à laquelle ce dernier a répondu en se rencontrant le plus souvent qu'il a pu dans des maisons amies avec ses futurs électeurs.

LE DÉSACCORD REGNE CHEZ LES BOLCHEVIKS

Les uns sont partisans de la guerre à l'Allemagne, les autres sont pour la paix.

LONDRES, 28 janvier. — On mande de Petrograd aux Daily News :

Samedi, une scission s'est produite dans le parti maximaliste; la minorité estime que la faiblesse et l'isolement de la Russie la forcent à conclure une paix séparée; la majorité ainsi que les socialistes révolutionnaires de gauche sont décidés à relever le défi de l'Allemagne et à commencer une campagne de défense révolutionnaire. La décision dépend de M. Trotsky.

Le Congrès des Conseils des paysans est dissous

PETROGRAD, 28 janvier. — Après la dissolution de la Constituante, le gouvernement maximaliste a dissous d'une manière identique le Congrès des conseils des paysans de toute la Russie qui avait été convoqué à Petrograd pour affirmer la solidarité des paysans avec l'Assemblée constituante.

Ce Congrès venait de s'ouvrir depuis une heure, lorsque des marins envahirent la salle et intimèrent aux délégués des paysans l'ordre de quitter les lieux. Les délégués tentèrent de résister; pendant quatre heures, ils tinrent tête à la force armée et s'efforcèrent de poursuivre la discussion engagée; mais force resta aux marins, qui arrêtaient presque tous les membres du Comité des paysans.

La Finlande est isolée

STOCKHOLM, 28 janvier. — Depuis 11 h. 30, dimanche matin, les communications télégraphiques entre Stockholm et Petrograd sont interrompues. La station de Nystad sur la côte finlandaise signale que les gardes rouges ont coupé les lignes. Toute la Finlande se trouve ainsi isolée télégraphiquement. Nystad n'étant pas une station de réception, mais seulement de transmission.

Une anarchie complète règne dans la Finlande, dont les malheurs sont augmentés par la déclaration du gouvernement des Bolcheviks de Petrograd, qui se voit obligé par ses principes qu'il soutient d'appuyer les révolutionnaires finlandais dans leur lutte contre la société bourgeoise.

Sur le front roumain, des Russes se rendent aux Allemands

BALE, 28 janvier. — Selon le Lokal Anzeiger, à la suite de violents combats, près de Galatz, entre Roumains et Russes, où ces derniers furent battus, 3.200 d'entre eux, avec 22 canons, 57 mitrailleuses, 53 cuisines militaires et 1.200 chevaux ont pénétré sur le territoire occupé par les Allemands. (Hav.)

Une lettre de M. Humbert

M. Charles Humbert nous communique la lettre suivante qu'il vient d'adresser à M. Antonin Dubost, président de la Haute Cour :

Monsieur le président, Je vous prie de m'excuser si je m'abstiens de prendre part aux travaux de la Haute Cour.

Tout le monde comprendra les motifs qui m'en éloignent. Dans l'épreuve douloureuse que je traverse, occupé à me défendre moi-même contre le plus abominable soupçon, et quelle que soit ma confiance dans l'avenir, il ne sied pas que je prétende juger avant d'avoir obtenu justice.

Je dois à l'Assemblée et aux populations que je représente de ne repaître au Sénat que le jour où ma probité aura pour caution la sentence des magistrats. Je sais que ce jour est proche, mais je veux l'attendre, désormais dans la tranquillité de ma conscience et la fierté de ma solitude.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : CH. HUMBERT, sénateur de la Meuse.

NOUVELLES BRÈVES

MM. Lloyd George et Orlando à Paris. — M. Lloyd George, lord Milner et M. Orlando, venant d'Angleterre, sont arrivés hier soir à Paris. M. Clemenceau, président du Conseil, s'était rendu à la gare pour les recevoir.

Un cadavre ruisselant. — Le cadavre d'une jeune femme, sur laquelle on n'a trouvé aucun papier d'identité, a été découvert, hier matin, par une chiffonnière, sur le trottoir faisant face à l'immeuble portant le numéro 26 de la rue Roussel, quartier de la Plaine-Monceau.

Raid britannique sur la Belgique. — Un communiqué de l'Armée anglaise annonce que, samedi, une escadrille d'avions a bombardé l'aérodrome d'Aertvelde et les mines d'Engel. Tous les appareils sont rentrés indemnes.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

DEUX ANCIENS MINISTRES ONT ÉTÉ ENTENDUS HIER

Il s'agit de MM. Thomson et Millerand qui ont été déposés chez le capitaine Bouchardon.

M. Millerand, ancien ministre de la Guerre, a été entendu, hier après-midi, de 2 heures à 4 heures, par le capitaine Bouchardon, dans l'affaire Caillaux.

M. Gaston Thomson, ancien ministre, est venu déposer ensuite sur la mission économique au Brésil dont M. Caillaux a été chargé par le gouvernement en novembre 1914. M. Thomson a fourni sur le caractère



M. MILLERAND M. THOMSON (Photographie prise hier après-midi au Palais)

de cette mission, la façon dont elle a été remplie et sur ses résultats des renseignements précis.

Dans la matinée, le capitaine Bouchardon avait conféré avec le capitaine de Robertis, l'un des magistrats italiens.

Aujourd'hui nouvel interrogatoire de M. Caillaux.

Hier après-midi le lieutenant Bondoux a reçu les déclarations de M. Henri Lelievre sur la vente du Journal au groupe Humbert-Lenoir-Desouches.

Le capitaine Mangin-Bocquet a recueilli un témoignage intéressant dans l'affaire Goldsol.

M. Moisan, commissaire de police faisant l'intérim aux délégations judiciaires, vient d'être chargé par le capitaine Bouchardon de procéder à un supplément d'enquête dans l'affaire du Bonnet Rouge.

La Chambre italienne se réunira le 7 février

ROME, 28 janvier. — Aujourd'hui a été publié l'ordre du jour de la séance de rentrée de la Chambre, qui aura lieu le 7 février. Il n'y est fait aucune mention d'une communication du gouvernement. (Radio.)

Bourse de Paris, 28 janvier 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non lib.	88 65	88 70	100	100	100
5 0/0 libéré	89 30	89 35	100	100	100
5 0/0 amort.	88 50	88 55	100	100	100
5 0/0 libéré	88 50	88 55	100	100	100
5 1/2	90 50	90 50	100	100	100
Tome 1892	339 50	339 75	100	100	100
Arg. Octob.	500	500	100	100	100
1905	507	507	100	100	100
1907	507	507	100	100	100
1909	507	507	100	100	100
1910	507	507	100	100	100
1911	507	507	100	100	100
1912	507	507	100	100	100
1913	507	507	100	100	100
1914	507	507	100	100	100
1915	507	507	100	100	100
1916	507	507	100	100	100
1917	507	507	100	100	100
1918	507	507	100	100	100
1919	507	507	100	100	100
1920	507	507	100	100	100
1921	507	507	100	100	100
1922	507	507	100	100	100
1923	507	507	100	100	100
1924	507	507	100	100	100
1925	507	507	100	100	100
1926	507	507	100	100	100
1927	507	507	100	100	100
1928	507	507	100	100	100
1929	507	507	100	100	100
1930	507	507	100	100	100
1931	507	507	100	100	100
1932	507	507	100	100	100
1933	507	507	100	100	100
1934	507	507	100	100	100
1935	507	507	100	100	100
1936	507	507	100	100	100
1937	507	507	100	100	100
1938	507	507	100	100	100
1939	507	507	100	100	100
1940	507	507	100	100	100
1941	507	507	100	100	100
1942	507	507	100	100	100
1943	507	507	100	100	100
1944	507	507	100	100	100
1945	507	507	100	100	100
1946	507	507	100	100	100
1947	507	507	100	100	100
1948	507	507	100	100	100
1949	507	507	100	100	100
1950	507	507	100	100	100
1951	507	507	100	100	100
1952	507	507	100	100	100
1953	507	507	100	100	100
1954	507	507	100	100	100
1955	507	507	100	100	100
1956	507	507	100	100	

LES COURS

— S. A. R. le prince George d'Angleterre a quitté Sandringham pour rentrer à Eton-College.
— L. A. R. le prince et la princesse de Monténégro sont arrivés à Biarritz venant de Pau.

CORPS DIPLOMATIQUE

— On annonce de Rome que M. Tittoni, ancien ambassadeur d'Italie en France, est dans un état de santé assez grave.

INFORMATIONS

— La Ligue française d'éducation morale, dont Mme Jules Siegfried est la dévouée présidente, a organisé dimanche une réunion dans les salons du Cercle Concordia, 41, rue Tournier, fondé il y a quelques années par une généreuse Américaine.
— Mme Jules Siegfried, dans une émouvante allocution, a félicité et remercié nos vaillants alliés, MM. F. Buisson, Baldwin, Stokes et le R. P. Godrich ont tour à tour pris éloquentement la parole avec un vif succès.
— Un thé a été servi, suivi de chants américains très applaudis.

MARIAGES

— M. Michel de La Chevasserie, aide-major, décoré de la croix de guerre, fils de M. de La Chevasserie, est fiancé à Mlle Yvonne de Lescoët, fille du marquis de Lescoët et de la marquise, née Goddes de Varennes.
— Le mariage religieux de M. Maxime Real del Sarle avec Mlle Geneviève Renou, fille du docteur Renou, professeur à la Faculté de Médecine, qui devait être célébré hier, est remis à une date ultérieure, à cause d'une grave indisposition de la mariée.

DEUILS

— On nous annonce la mort de Mme Paul Farjas, née Boué, belle-mère du médecin-major Testevuide, médecin consultant à Bourbonne-les-Bains, décédée dans sa propriété à Bay-sur-Aube, par Auberive (Haute-Marne). Le présent avis tient lieu de lettre de faire part.
— On annonce la mort de M. Oswald Hefty, décédé en son domicile, 85, boulevard Suchet.

Nous apprenons la mort :
De M. Ernest Fontaine, décédé en son domicile, 19, avenue Mac-Mahon, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Les obsèques seront célébrées demain mercredi, à midi précis, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, où l'on se réunira.
De M. Charles Jeannot de Lépinay, maire de Saligny (Vendée), décédé au château de Recrody.
De M. Emile Colliot de La Bussinière, inspecteur de l'enregistrement en retraite, décédé à soixante-six ans.

BIENFAISANCE
— Une très intéressante manifestation musicale aura lieu dans la première quinzaine de février, organisée par l'Association d'aide aux œuvres de militaires, présidée par le général de Lacroix.
— La marquise Imperiali, femme de S. Exc. l'ambassadeur d'Italie en Angleterre, a recueilli à Londres, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, plus de 6.000 effets d'habillement qui seront distribués aux marins actuellement dans les tranchées du Piave inférieur.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 h à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

LA CURIOSITÉ

A L'HOTEL DROUOT : Vente aujourd'hui
Salle 11. Collect. de M. Hollman : Tableaux aquarelles, estampes, par Fantin-Latour, Harpignies, Jongkind, Stevens, Rops, Zorn, Witsell ; Tableaux anciens, de Bricon, commiss. pris. MM. Brame et Marboulon, experts.

"BRETILLES GALLIA"

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour tous frais. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.



GRIPPE
MAUX de REINS
LUMBAGO

et tous maux d'un caractère fiévreux sont toujours atténués et souvent guéris par quelques comprimés

d'ASPIRINE
"USINES du RHONE"

1/2 Tube de 30 comprimés : 1/50
En Vente dans toutes les Pharmacies.

AFTERNOON TEA 2.50

"GRAND CAFÉ"

4, rue Scribe, 44, boulevard des Capucines

Faites tout vous-même!

"Le Travail chez soi" vous dira comment.
Tirez parti de votre travail!

"Le Travail chez soi" vous dira comment.

Revue Mensuelle des Travaux manuels et d'agrément (Amateurs, Professionnels et Apprentis) et des moyens d'en tirer plaisir, bien-être et profit par la vulgarisation des recettes rationnelles, procédés nouveaux, tous de main expérimentée et des méthodes modernes de Travail (chez soi et dehors), de Publicité et de Vente (Technique des Affaires).

Abonnement 12 fr. par an. Un n° spécimen de 44 pages illustrées (25 cent.) de haut et 35 de large, sur 3 colonnes, plus de 12.000 lignes d'éditées pratiques et lucratives) franco, par retour du courrier, contre 1 franc (à déduire du prix de l'abonnement) en mandat ou timbres à Quignon, éditeur, 16, rue Alphonse-Daudet, Paris (XIV).

L'abonnement d'un an est entièrement remboursé par 120 mots gratuits aux petites annonces (35 lignes env.).

chez soi

et

L'Art d'en

tirer parti

partir

partir

partir

partir

partir

partir

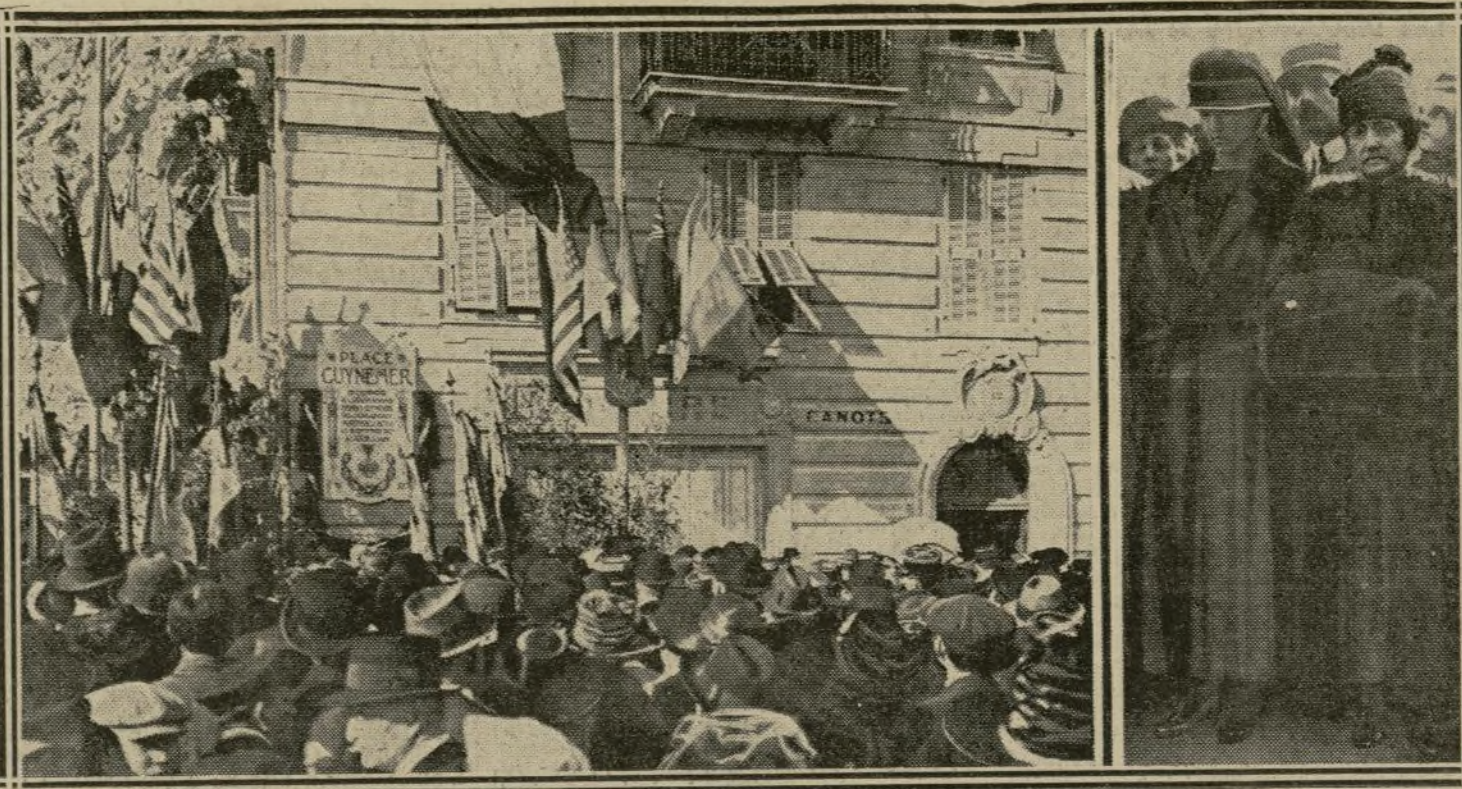
partir

partir

partir

partir

EXCELSOR
NICE HONORE LA MÉMOIRE DU CAPITAINE GUYNEMER



LA PLACE BELLEVUE DEVIENT LA "PLACE GUYNEMER" Mlle ET M^{me} GUYNEMER
Une cérémonie, à laquelle ont assisté les autorités civiles, militaires et religieuses de Nice, vient de consacrer la mémoire du regretté capitaine aviateur Guynemer. On voit ici la plaque qui vient d'être posée et qui porte cette inscription : "Place Guynemer. En l'honneur du capitaine aviateur Georges Guynemer, officier de la Légion d'honneur, mort pour la Patrie le 11 septembre 1917, à l'âge de vingt-deux ans." Sur la photo de droite : la sœur et la mère du jeune héros, assistant à la cérémonie.

B L O C - N O T E S

UN établissement militaire, qui envoie du matériel aux armées, eut l'autre jour besoin de vis et les acheta. Il acheta 2.200 vis au prix de 0 fr. 023817 la vis. Si vous voulez bien faire une petite multiplication, vous reconnaîtrez que 2.200 vis à 0 fr. 023817 la vis doivent coûter 52 fr. 3974. Le commerçant remit donc une facture de 52 fr. 3974. Mais le chef de la comptabilité fut généreux et lui versa sans hésitation 52 fr. 40. Ce comptable n'avait pas entendu dire qu'il existait une monnaie inférieure au centime. Il se crut donc fondé à verser trois dixièmes de centime en trop. Et, d'ailleurs, s'il eût voulu les garder, on ne sait trop comment il aurait pu s'y prendre.

Or, la facture acquittée chemina à travers beaucoup de bureaux et atteignit enfin le ministère des Finances, où elle devait être contrôlée.

Elle fut contrôlée. Elle fut même contrôlée avec un soin extrême. Et le contrôleur s'écria : — Il y a une erreur ! Nous ne pouvons approuver cette facture ! 2.200 vis à 0 fr. 023817 ne coûtent pas 52 fr. 40.

Sur quoi il écrivit en marge : « Fait retour de la facture régularisée, dont le prix de l'unité est erroné. Prière de régulariser. »

Et derechef la facture chemina. Elle repassa par les mêmes bureaux et revint au chef comptable, lequel la renvoya avec l'annotation suivante : « Fait retour de la facture régularisée par l'addition d'une septième décimale : 9, ce qui donne : »

2.200 x 0,0238179 = 52 fr. 39938.

La facture est repartie pour le ministère. Sera-t-elle approuvée ? Il y manque encore 62 millièmes de centime. Evidemment, elle n'est pas juste. Et il en sera ainsi tant qu'on ne fera pas l'appoint avec des coquillages. Le contrôleur se laissera-t-il fléchir ou a-t-il une âme d'airain ? Faisons-lui doucement observer que pour réclamer en vain trois dixièmes de centime il a dépensé un bordereau d'envoi qui coûte 8 centimes et une enveloppe dont j'ignore le prix ; qu'il a soigneusement occupé un employé et encombré la poste ; qu'on a fermé, qu'on a timbré, qu'on a porté, qu'on a transmis ; que vingt personnes environ ont été occupées au moins un instant à cette réclamation puérile ; et qu'enfin il fera mieux de renoncer aux 62 millièmes de centime que l'Etat a versés indûment sur une facture de 52 francs. Disons-lui aussi que c'est la guerre, et que, dernièrement, quelqu'un a dit : « Allez vite en besogne et employez bien votre temps. »

Louis LATZARUS.

Dura lex

Les séances de la Haute Cour se distinguent essentiellement des séances ordinaires du Sénat en ce qu'il faut y assister. On fait l'appel, au début, comme dans une classe d'enfants.
Tandis que, pour les séances ordinaires, la plus grande liberté est laissée à ces vénérables pères conscrits.
Il n'est pas rare d'assister à des séances où il y a tout juste quatre personnes présentes : le président, l'orateur, le ministre intéressé et le rapporteur de la commission mise en cause.

Quelquefois, ils ne sont que trois, le rapporteur ayant cru pouvoir aller faire un tour dans le salon de conversation.

L'orateur n'en continue pas avec moins d'éloquence.

Il arrive que, comme à la Chambre, un mauvais plaisant prétende que le Sénat n'est pas en nombre pour délibérer. M. Antonin Dubost déclare alors gravement qu'il va consulter l'Assemblée sur cette question délicate.

Certains sénateurs sont d'une assiduité remarquable, mais le motif de leur assiduité n'est pas toujours d'ordre politique.

Le grand savant Berthelot ne manquait jamais une séance.

Il arrivait à trois heures tapantes et s'installait sur son fauteuil, situé à peu près vers le milieu de la salle.

Puis, doucement, il se laissait aller en arrière, appuyait sa tête au dossier et s'enivrait au pays des songes ; se reposant ainsi des rudes travaux scientifiques qu'il poursuivait tout le jour avec une activité insaisissable.

Comme il éreignait les courants d'air au chapeau du lustre sur son front, il avait soin de le couvrir de son mouchoir, et personne ne trouvait cela ridicule.

Deux disparus

On a célébré hier l'anniversaire de la mort de Déroutelle. M. Maurice Barrès a prononcé un discours. Il y avait là de nombreux délégués des sociétés patriotiques que Déroutelle avait, sa vie durant, galvanisées de son souffle.

Mais nous nous étonnons (et ceci est dit sans aucune ironie) qu'il ne se soit trouvé à La Celle-Saint-Cloud aucun délégué des fabricants de chapeaux hauts de forme.

Déroutelle, en effet, est resté fidèle jusqu'à la fin de ses jours à cette coiffure que Stéphane Mallarmé comparait à un météore ténébreux et qui, il faut bien le dire, avait son charme.

Non seulement il y est demeuré fidèle, mais il la préconisait, moins au point de vue esthétique qu'à celui du combat.

Il disait : — Le chapeau haut de forme est le casque du manifestant.

Et comme il a passé sa vie à manifester, il a passé sa vie en tuyaup de poêle.

Le fait est que ce couvre-chef résistait admirablement à un coup de poing, à un coup de canne ou même à un coup de cassetête. Parfois il s'enfonçait jusqu'aux oreilles en éraillant le nez, mais dans l'ensemble il protégeait joliment la tête.

C'était au point que, sous l'Empire, les futurs républicains, constamment exposés à des bagarres avec les agents fort peu tendres de l'époque, ne le quittaient pas.

Or, soyez sûr que nous le verrons réparaître.

Après la guerre, il y aura réaction contre le débraillé des jours d'angoisse ; on s'habillera de nouveau avec d'autant plus de soin que, pendant quelques années, on aura eu plus d'affectation de simplicité.

Et le chapeau haut de forme sera le digne couronnement de cet édifice d'élégance.

Est-ce que les femmes ne nous donnent pas l'exemple ?

Est-ce que l'histoire du costume ne montre pas qu'aux jours de gloire les hommes se sont toujours coiffés haut ?

Quand le huit-rellets sera de nouveau devenu obligatoire, combien de gens penseront qu'ils arborent la coiffure de Déroutelle ?

Petit croquis parisien

C'était hier dans un restaurant de Paris où les clients, tous habitués, entretenaient des rapports familiers avec le patron. La discussion portait naturellement sur le nouveau régime du pain et, comme il est naturel entre Français, on le critiquait fort, avant de s'y soumettre de la meilleure grâce du monde.

Enfin, disait un client, qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'un morceau de pain pas plus grand que cela ?

Et il montrait ledit morceau.

Mais, dit un autre, pourquoi vous contentez-vous de ce morceau-là ?

Parce qu'il pèse au moins cent grammes, juste ce qu'on nous accordera pour un repas.

Vous riez ? Il ne pèse pas plus de cinquante grammes.

Monsieur, dit un autre client, vous ne vous y connaissez pas. Il y a au moins cent vingt grammes dans ce petit morceau de rien du tout.

Voyons, patron, vous devez vous y connaître : combien de grammes de pain y a-t-il là dedans ?

Nous allons bien voir, dit le patron, qui est un homme plein de sagesse.

Il disparut un instant et revint avec une balance ; on pesa le pain et l'on trouva qu'il était un peu moins lourd que ne disait un client mais un peu plus lourd que n'avait cru l'autre.

Après quoi, l'on convint qu'en apportant par-dessus le marché son propre ticket on pourrait tout de même s'en tirer.

Vous voyez que, l'expérience commencée, on aura mieux des restes.

Mais dans combien de restaurants et de familles a-t-on, depuis deux jours, fait l'épreuve de la balance ?

Fräulein Elsie Hindenburg

« Les Amis de la démocratie allemande », tel est le nom d'une société récemment organisée pour aider la nation allemande à établir un gouvernement populaire. Les secrétaires de ce groupe annoncent qu'ils viennent de recevoir de Fräulein Elsie Hindenburg un fort intéressant poème — dont voici la seconde strophe, qui donne une charmante idée de la jeune fille d'outre-Rhin.

Dieu, donne de la force au coup de hachette ;
La joie de viser, de presser la détente !
Mon aide c'est Jésus, cela je le sais.
Sus à l'ennemi ! Sus à l'ennemi !

LE PONT DES ARTS

On aime beaucoup, en Angleterre, les anecdotes piquantes, les révélations sur les grands hommes. Mrs C. F. G. Masterman n'a-t-elle point eu l'idée d'écrire un volume sur les Femmes des premiers ministres, depuis 1834 jusqu'à 1906 ? Elle nous conte les excentricités de Mme Gladstone, et maint souvenir pittoresque et amusant sur lady Salisbury, sur lady Beaconsfield, etc. Nos amis d'outre-Manche sont ravis.

LE VAILLEUR.

Femina. — Vu l'importance de la grande revue d'hiver : Chut ! la répétition générale du spectacle présenté par Mme B. Rasini est retardée de vingt-quatre heures et sera donnée irrévocablement demain 30 courant, à 8 h. 30.

Ba-Ta-Glan. — Full-House-Maison pleine, ce sont les écrivains que l'on appose chaque soir aux portes du bel établissement du boulevard Voltaire, tant la féerie et grandiose revue C'est ça ! provoque un irrésistible engouement. Venez donc de bonne heure ou louez d'avance : Roquette 30-12.

La Soirée :

Opéra, 7 h. 30, Guillaume Tell.
Comédie-Française, 8 h. 15, la Triomphatrice.
Opéra-Comique, 8 h., Werther.
Odéon, 8 h., le Carnaval des Enfants, la Corde sensible.

Gaité-Lyrique, 8 h., la Fille de Pailleasse (première).
Vaudeville, 8 h. 30, la Marmite de l'escouade.
Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, Grand-Père.
Antoine, 8 h. 10, les Butors et la Fillette.
Théâtre-Lyrique, 8 h., la Fille de Mme Angot.
Châtelet, 8 h., la Course au bonheur.
Variétés, 8 h. 15, Ohé ! Cupidon. Dearly, Campton.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les Nouveaux riches.
Th. Réjane, 8 h. 15, la 15^e Chaise.
Apollo, 8 h. 30, l'Affaire du Central Hotel.
Palais-Royal, 8 h. 30, le Compartiment des dames seules.

Gymnase, 8 h. 45, Petite Reine.
Athénée, 8 h. 30, la Dame de chambre.
Bouffes-Parisiens, relâche pour répétitions.
Renaissance, 8 h. 30, les Dragées d'Hercule.
Cluny, 8 h. 30, le Billet de logement.
Nouvel-Ambigu, 8 h. 30, le Système D.

Déjazet, 8 h., les Femmes à la caserne.
Edouard-VII, 8 h. 45, la Petite bonne d'Abraham.
Femina, relâche p^r répétitions de la revue Chut !
Capucines, 8 h. 30, Comme une fleur, revue : Carle de couchage.

Th. Michel, 8 h. 45, Judith.
Grand-Guignol, 8 h. 15, Voyage à deux ; la Monstres.
Scala, 8 h. 15, la Gare régulatrice.
Comédie-Margny, 8 h. 30, l'Art de tromper les femmes.

Th. Martin, 8 h. 45, C'est la Nouba !
Ch. des Arts, 8 h. 30, le Poulailleur.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 8 h. 30, la Revue féerique.
Olympia, 8 h. 30, Vingt vedettes et attractions.
Casino de Paris, 8 h. 30, Gaby Deslys, Harry Pilcer, Boucot dans la revue.
Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, C'est ça ! revue.

Nouveau-Cirque, tous les soirs ; malinée jeudi, samedi et dimanche.
Cocaïet Victoria, 61, r. Châteaud'Eau (métro), 8 h. 30 : la jolie Lina Tyber, le fin diseur Fred Perlay, etc.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, la Nouvelle Mission de Judo (2^e épisode). Loc. 4, r. Poiret, 11 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-74.
Electric Palace, 5, bd des Italiens, l'Adieu au bonheur (2^e ép. de Judo). Dernières actualités.

COURS ET CONFÉRENCES

A l'Université des Annales, 51, rue Saint-Georges, demain mercredi, à 2 h. 30, « Contes et chansons de la Bourgogne et du Berry », conférence par M. Jean Richepin.

A L'UNIVERSITÉ DES ANNALES

M. Ernest Charles qui a eu un gros succès, samedi dernier, à l'Université des Annales, en parlant de nos amis en Espagne. Il montra les étapes de cette amitié, qui fut lente à se décider et dont on peut dire qu'elle fut créée par les écrivains et les artistes qui ne voulaient point que la patrie de Rodrigue et de Don Quichotte restât une proie intellectuelle des Boches. M. Ricardo Vinas termina cette intéressante séance en jouant à la fois des morceaux de grands. On pourra lire cette belle conférence dans le Journal de l'Université des Annales (51, rue Saint-Georges).

MUSIQUE

Dernier récital de piano de Walter Morris Rummel, samedi, à 3 heures, au théâtre du Vieux Colombier (œuvres de Chopin, Debussy, 6 images et de Moussorgsky). Billets au théâtre (tél. phone Saxe 64-60) et chez Durand, 4, place de la Madeleine.

Huit séances de Musique de Chambre vont être données le vendredi à 4 heures et demie, à l'Université des Annales, avec les concours du quatuor Chaillay et d'artistes célèbres. La première séance, le vendredi 1^{er} février, est consacrée à César Franck ; au piano, Mme Chaillay-Richard. M. Plamondon, de l'Opéra, chantera les plus belles pages du maître. Pour s'abonner à ces huit séances d'art, qui permettront d'entendre au piano Ed. Rislér, Lazare Lévy, Georges de Lausnay, Kartum, etc., s'inscrire de suite, 51, rue Saint-Georges.

ERRATUM

L'exposition publique des meubles provenant de la maison Waring et Gillof aura lieu à l'Hôtel Drouot, le jeudi 31 janvier, de 2 heures à 6 heures. La vente, le lendemain vendredi 1^{er} février, salle 5.

Maladies de la Femme

La femme qui voudra éviter les Maux de tête, la Migraine, les Vertiges, les Maux de reins et autres maux qui accompagnent les règles, s'assurer des époques régulières sans avance ni retard, devra faire un usage constant et régulier de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

De par sa constitution, la femme est sujette à un grand nombre de maladies qui proviennent de la mauvaise circulation du sang. Malheur à celle qui ne se soigne pas soigneusement en temps utile, car les pires maux l'attendent. La

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

est composée de plantes inoffensives sans aucun poison, et toute femme soucieuse de sa santé doit, au moindre malaise, en faire usage.

Son rôle est de rétablir la parfaite circulation du sang et de décongestionner les différents organes. Elle fait disparaître et empêche, du même coup, les Maladies intérieures, les Métrites, Fibromes, Tumeurs, Cancers, Hémorragies, les Varioles, Phlébites, Hémorroides, sans compter les Maladies de l'Estomac, de l'Intestin et des Nerfs, qui en sont toujours la conséquence. Au moment du Retour d'âge, la femme devra encore faire usage de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY pour se débarrasser des Chaleurs, Vapeurs, Etouffements et éviter les accidents et les infirmités qui sont la suite de la disparition d'une formation qui a duré si longtemps.

La JOUVENCE de l'Abbé SOURY se trouve dans toutes les Pharmacies : le flacon, 4 fr. 25 ; franco gare, 4 fr. 85. Les quatre flacons, 17 fr. 10, franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie Mag. DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable JOUVENCE de l'Abbé SOURY avec la signature Mag. DUMONTIER.

(Notice contenant renseignements gratuits) 253

LOCATION DE MEUBLES

Installation complète d'Apartements
Stock de Meubles de Bureaux. — Mobiliers d'occasion
JANIAUD Jeune, 61, rue Rochechouart, Paris

LA COUR BATAVE

LA PLUS IMPORTANTE SPECIALITE DE BLANC

Actuellement

BLANC

Catalogue adr. p^rs dem^{de}

41. 43. 45. 47, Boulevard Sébastopol, PARIS

ACCUMULATEUR POL

pour lampe poche
pièce par 12 au moins, chargés
3 fr. 30
CRISTEL, ingénieur, Rouen.

SAVON DE MARSEILLE

Garanti mi-cuit. Silicaté 10 kgr. 25 fr., 30 kgr. 69 fr., 50 kgr. 105 fr., 100 kgr. 200 fr., expédiés de suite p^r colis post. feb. gare et 4^e frais c^{om}mande. poste à AYAS, négociant, 5, r. Jmol, Marseille.

VOIES URINAIRES

Maladies de la PEAU
Prostate, Avarie, Impuissance.
Ecoulements, Rétrécissements, Filaments, Métrite, Pertes, Eczéma, Démanagements, Gale, Dermite, etc.

Consultez les Docteurs Spécialistes de l'INSTITUT MILTO.

Grand-Clinique un traitement complet pour la guérison de ces traitements et la modicité de ses prix.

7 et 9, Cité Milton, rue de Marigny, Paris (8^e)
606 pour dames, 914 pour hommes.
Cours des leçons de 3 à 4 h.
Traitements p^r correspond.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

CAPSULES

DE

MORRHUOL

CHAPOTEAUT